

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES TROIS FRONTIÈRES (CA3F)

Un vaste territoire qui pèsera sur les décisions

Depuis le 1^{er} janvier, la communauté de communes des Trois Frontières (CC3F) est devenue communauté d'agglomération des Trois Frontières (CA3F). Rencontre avec Alain Girny qui en assure la présidence.



Alain Girny dirige la communauté d'agglomération des Trois Frontières - anciennement CC3F - : « Le passage en communauté d'agglomération va nous donner un poids politique plus important. » PHOTO DNA - N.A.

DNA : « Le passage de la communauté de communes des Trois Frontières (CC3F) en communauté d'agglomération des Trois Frontières (CA3F) est un réel changement. Concrètement qu'est-ce que cela signifie sur le terrain ? Combien de communes et d'habitants sont concernés ? »

Alain Girny : « Dans un premier temps, le changement n'est pas très important. On crée une communauté d'agglomération avec les dix communes de la CC3F - Saint-Louis, Huningue, Village-Neuf, Rosenau, Kembs, Bartenheim, Blotzheim, Hésingue, Hégenheim et Buschwiller -, cela représente 54 000 habitants. On garde les mêmes compétences à savoir les transports et le ramassage des ordures ménagères, auxquelles il faut rajouter la politique de la Ville et celle de l'Habitat. Il s'agit en fait d'une transformation à minima avant 2017, lorsque la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République, ndr) qui prévoit toute une réorganisation des communautés de communes de moins de 15 000 habitants sera mise en application. En passant en communauté d'agglomération,

la dotation globale augmentera entre 800 000 € et 1 M€.

DNA : « Quelles perspectives ouvrent ce passage en communauté d'agglomération ? »

Alain Girny : « En 2017, deux autres communautés de communes vont nous rejoindre, celle de la Porte du Sundgau et celle du Pays de Sierentz. Nous arriverons alors à quelque 83 000 habitants. Cela fera de nous, la troisième communauté d'agglomération du département derrière Mulhouse (M2A) et Colmar (CAC).

DNA : « Une position qui va donc donner un poids politique plus important au secteur des Trois Frontières, y compris du côté transfrontalier ? »

Alain Girny : « Oui, c'est indéniable. Cela nous renforce pour discuter avec les autres communautés d'agglomération, ainsi que la Région, le Département. Mais aussi au niveau transfrontalier. Aujourd'hui, nous sommes un interlocuteur équivalent au Land en Allemagne et au Canton de Bâle, des villes qui sont les poids lourds de la coopération transfrontalière. »

DNA : « Être à la tête de cette énorme machine qu'est la CA3F, qu'est-ce que cela va changer pour vous ? »

Alain Girny : « C'est évident que cela me donne encore plus de responsabilités. C'est un territoire qui ira de Landser jusqu'à Liebenswiller avec des communes très disparates au niveau du nombre d'habitants. Par exemple, Liebenswiller c'est 200 habitants alors que Saint-Louis c'est 23 000, l'approche entre les communes sera donc différente. »

DNA : « Quels vont être les premiers grands chantiers de la CA3F ? »

Alain Girny : « On va déjà terminer le chantier du tram, et ensuite nous lancerons le développement économique de la CA3F dans son ensemble - étant donné que nous passerons en fiscalité professionnelle unique - avec, en priorité, le développement du quartier du Lys à Saint-Louis et le Technoport. »

DNA : « Comment cela va-t-il se passer pour la gouvernance ? »

Alain Girny : « En 2016, elle ne changera pas, il s'agit juste du passage de la CC3F dont j'étais

le président à la CA3F. Nous sommes 47 élus issus des 10 communes. Mais en 2017, il y aura 40 communes et au moins 1 élu par commune donc on aura 78 élus. Autre changement l'année prochaine, le nombre de vice-présidents passera de 12 à 15. »

DNA : « En 2017, il y aura donc une élection. Serez-vous candidat à la présidence de la CA3F ? »

Alain Girny : « Exactement, une élection sera organisée en 2017. Ce sont les délégués des communes représentées à la communauté d'agglomération des Trois Frontières qui éliront le président. Et oui, je serai candidat. »

DNA : « Pour terminer, quel est votre plus grand souhait en cette nouvelle année ? »

Alain Girny : « Continuer à travailler en bonne harmonie et que notre pays et le monde retrouvent une sérénité. »

PROPOS RECUEILLIS PAR
NOLWEN ALLAIN

Le samedi 16 janvier, à 11h, la plaque CA3F sera dévoilée sur le bâtiment situé place de l'Hôtel-de-Ville.

EMPLOI

Le coin des 4 frontières

Avec 6,1 % d'actifs travaillant à l'étranger, l'ACAL est la première région frontalière de France.

L'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine est la première région frontalière de France. En 2011 selon l'Insee, 159 903 personnes se rendaient en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne ou en Suisse pour travailler. Soit 6,1 % des actifs de l'ACAL. Ce nombre serait passé à 75 000 selon les estimations de la Dreal publiées en juin dernier.

Avec des relevés variant entre 22 700 et 101 000 navetteurs, la Lorraine est la région qui compte le plus grand nombre de frontaliers, tant en valeur absolue qu'en pourcentage de la population active. Ainsi en 2011, 3,5 % des actifs lorrains travaillent hors de France. Vient ensuite l'Alsace avec 63 344 frontaliers, soit 7 % de ses actifs. Enfin, la Champagne-Ardenne compte 3 786 navetteurs ne représentant que 0,6 % des actifs. Un pourcentage faible, mais néanmoins en forte hausse depuis 2006.

Sans grande surprise, les territoires situés à proximité directe des frontières concentrent un pourcentage d'actifs frontaliers élevé, égal ou supérieur à 9 % : c'est le cas des arrondissements de Saint-Louis et Haguenau-Wissembourg en Alsace, de Sar-

reguemines, Forbach, Thionville et Longwy en Lorraine. Le phénomène s'atténue à mesure que l'on s'éloigne des pays voisins. Le reste de l'Alsace affiche une part de frontaliers comprise entre 2 % et 9 % des actifs, à l'exception de l'arrondissement de Molsheim-Obernai où ce taux diminue encore. Les arrondissements de Verdun et Metz comptent eux aussi 2 % à 9 % d'actifs frontaliers. En Champagne-Ardenne, seul l'arrondissement de Charleville-Mézières affiche un pourcentage comparable. Le sud de cette région, tourné vers l'agglomération parisienne, reste en dehors de cette tendance.

Première destination, le Luxembourg

Parmi les pays de destination, le Luxembourg est celui qui accueille le plus de travailleurs français, devant l'Allemagne, la Suisse et la Belgique. Le déplacement domicile-travail engendre divers phénomènes de congestion dans les zones concernées, que ce soit sur les axes routiers (90 % des frontaliers se rendent à leur travail en voiture) ou ferroviaires : la ligne Metz-Luxembourg est l'une des plus fréquentées de France, hors région parisienne. ■

E.W.

